

# **POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT**

*Pour le socialisme, la République et la démocratie*  
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - Tél : 01 48 01 88 20  
E-mail : poi@fr.oleane.com - www.partiouvrierindependant-poi.fr

Communiqué du POI du 24 novembre 2020

## **Retrait du projet de loi « sécurité globale » ! Retrait des mesures liberticides et de l'état d'urgence !**

**L**undi 23 novembre, des centaines de réfugiés ont été violemment expulsés par la police de la place de la République à Paris. Ils s'y étaient installés après avoir été chassés quelques jours plus tôt d'un camp de migrants de Saint-Denis. Leurs abris de fortune ont été démantelés, leurs occupants matraqués, gazés, passés à tabac.

Ce lundi 23 novembre la violence d'État s'est abattue brutalement contre des migrants, contre les manifestants qui se sont massés place de la République. Des journalistes, des élus ont été nassés, frappés.

Ce sont les images prises ce 23 novembre qui ont révélé ces faits révoltants, insupportables. Ces mêmes images que le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, veut interdire avec sa loi sur la sécurité globale qui vise précisément à empêcher les journalistes de filmer l'action de la police dans les manifestations. Le ministre de l'Intérieur demande une enquête. Mais les violences exercées contre les réfugiés, contre les manifestants et contre les journalistes ce 23 novembre, que sont-elles sinon l'application par anticipation du projet de loi du gouvernement de Macron sur la sécurité globale et de sa loi sur le séparatisme ?

Car c'est bien le gouvernement de Macron qui est lancé dans une fuite en avant autoritaire. C'est lui qui vient de faire passer une loi qui détruit l'Université, l'avenir de centaines de milliers d'étudiants ; une loi qui prévoit de lourdes amendes et des peines de prison pour empêcher les assemblées générales dans les facs et les occupations d'université.

Cette fuite en avant s'inscrit dans la continuité de la répression d'État qui, depuis deux ans, s'est abattue

contre les Gilets jaunes, contre la jeunesse, contre les manifestants.

Elle est l'instrument d'un gouvernement qui entend aller jusqu'au bout de sa politique de destruction au service exclusif du capital financier. Un gouvernement qui taille à coups d'ordonnances dans le droit du travail, qui veut liquider les retraites, la Sécurité sociale, la santé et l'École publiques et qui finance à coups de centaines de milliards les plans de licenciements qui tombent en avalanche. Un gouvernement qui a fermé 7500 lits dans les hôpitaux en deux ans, qui a continué d'en fermer depuis le début de l'épidémie et qui tente de camoufler cette politique criminelle en décrétant le confinement.

Il y a une semaine, le mardi 17 novembre, des milliers ont manifesté et se sont dirigés à Paris en direction de l'Assemblée nationale, contre la loi de la ministre de l'Enseignement supérieur et le projet de loi sur la sécurité globale.

Quatre jours plus tard, le samedi 21 novembre, ils étaient encore plus nombreux rassemblés dans toutes les villes du pays.

L'exaspération contre Macron et le gouvernement monte dans toute la population qui n'en peut plus de cet état d'urgence sans cesse prolongé, du confinement qui suspend toutes les libertés et qui est en train de provoquer un effondrement brutal, dramatique des conditions d'existence de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes.

**Les prises de position, les appels à manifester,  
notamment le samedi 28 novembre se multiplient.**

**Le POI, ses militants y seront  
et appellent à y participer en masse.**